

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg

Samedi, 28 mai 1904.

N. 34.

Samstag, 28. Mai 1904.

Loi du 23 mai 1904, concernant les pensions des veuves de fonctionnaires.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 10 mai 1904, et celle du Conseil d'État du 20 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Par dérogation aux art. 2 et 3 de la loi du 15 mars 1892, concernant les pensions des veuves et orphelins, la pension de la veuve d'un fonctionnaire est fixée à la moitié de celle du mari. Elle est réglée au minimum sur un chiffre de 750 fr. sans que toutefois la pension de la veuve, celle des enfants comprise, puisse excéder le chiffre de la pension à laquelle le mari aurait eu droit.

Art. 2. La présente loi est également applicable aux veuves des fonctionnaires actuellement pensionnées. Le mode d'exécution de cette disposition sera réglé par le Directeur général du service afférent.

Art. 3. Un crédit de 52,000 fr. est rattaché à l'art. 75 du budget des dépenses pour 1904, pour assurer l'exécution de la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi

Gesetz vom 23. Mai 1904, betreffend die Pensionen der Beamtenwitwen.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 10. Mai 1904 und derjenigen des Staatsrathes vom 20. dess. Mts., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. In Abweichung von den Art. 2 und 3 des Gesetzes vom 15. März 1892, betreffend die Pensionen der Wittwen und Waisen, ist die Pension der Beamtenwitwe auf die Hälfte derjenigen des Gatten festgesetzt. Dieselbe wird nach dem Minimalbetrage von 750 Fr. geregelt, ohne daß jedoch die Pension der Wittve, einschließlicly derjenigen der Kinder, die Pension auf welche der Gatte Anspruch gehabt hätte, übersteigen darf.

Art. 2. Das gegenwärtige Gesetz findet ebenfalls auf die bereits pensionierten Beamtenwitwen Anwendung. Die Art und Weise der Ausführung dieser Bestimmung regelt der zuständige General-Director.

Art. 3. Behufs Ausführung dieses Gesetzes wird dem Art. 75 des Ausgabenbudgets von 1904 ein Kredit von 52,000 Fr. beigeschrieben.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's

soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Berg, le 23 mai 1904.

Pour le Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant,
GUILLAUME,
Grand-Duc Héréditaire.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

Arrêté du 23 mai 1904, concernant l'exécution de la loi qui précède.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu la loi en date de ce jour, concernant les pensions des veuves de fonctionnaires, notamment l'art. 2 de cette loi ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les pensions des veuves de fonctionnaires, telles qu'elles sont actuellement réglées, restent acquises. — Les majorations de pension résultant de l'application de l'art. 1^{er} de la loi précitée seront établies et liquidées dès le commencement de chaque année, déduction faite du montant des suppléments prévus par l'art. 8 de la loi du 15 mars 1892 et l'art. 1^{er} de celle du 28 mars 1899.

La fraction du franc sera arrondie en augmentant.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié par la voie du *Mémorial*.

Luxembourg, le 23 mai 1904.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Loi du 25 mai 1904, concernant la liquidation mensuelle des pensions à charge du Trésor.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

„Mémorial“ eingedruckt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Berg, den 23. Mai 1904.

Für den Großherzog :
Dessen Statthalter,
WILHELM,
Erbgroßherzog.

Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Beschluß vom 23. Mai 1904, die Ausführung vorstehenden Gesetzes betreffend.

Der General-Director der Finanzen ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom heutigen Tage, betreffend die Pensionen der Beamtenwitwen, insbesondere des Art. 2 dieses Gesetzes ;

Beschließt :

Art. 1. Die Pensionen der Wittven von Beamten bleiben, so wie sie gegenwärtig geregelt sind, unverändert bestehen. — Die durch Anwendung des Art. 1 jenes Gesetzes sich ergebenden Pensions-Erhöhungen werden zu Anfang eines jeden Jahres aufgestellt und liquidirt, abzüglich des Betrages der durch Art. 8 des Gesetzes vom 15. März 1892 und des Art. 1 des Gesetzes vom 28. März 1899 vorgesehenen Zuschüsse.

Der Bruchtheil vom Franken wird aufwärts abgerundet.

Art. 2. Gegenwärtiger Beschluß soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 23. Mai 1904.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Gesetz vom 25. Mai 1904, betreffend die monatliche Liquidation der vom Staate zu zahlenden Pensionen.

Wir ADOLPH, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;
Vu la décision de la Chambre des députés du 4 mai 1904, et celle du Conseil d'État du 7 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. Par dérogation à l'art. 33 de la loi du 16 janvier 1863, les pensions sont payées par mois et d'avance, sur production des pièces et documents à déterminer par un règlement d'administration publique, qui fixera également la date de la mise en vigueur de la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Berg, le 25 mai 1904

Pour le Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant,
GUILLAUME,
Grand-Duc Héréditaire.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

Arrêté grand-ducal du 25 mai 1904, concernant l'exécution de la loi qui précède.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi en date de ce jour, concernant la liquidation mensuelle des pensions à charge du Trésor ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les pensions sont payables par mois et d'avance, contre quittance du porteur du brevet de pension et production du certificat de vie, sur mandats extraits des états collectifs liquidés par la Chambre des comptes.

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Kammer der Abgeordneten vom 4. Mai 1904, und derjenigen des Staatsrathes vom 7. desj. Mts., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziger Artikel. In Abweichung von Art. 33 des Gesetzes vom 16. Januar 1863, werden die Pensionen monatlich und im Voraus bezahlt, auf Sicht von Schriftstücken die das Verwaltungsreglement vorschreibt, durch welches auch der Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetzes bestimmt wird.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Berg, den 25. Mai 1904

Für den Großherzog :
Dessen Statthalter,
Wilhelm,
Erbgroßherzog.

Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Großh. Beschluß vom 25. Mai 1904, die Ausführung vorstehenden Gesetzes betreffend.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom heutigen Tage, die monatliche Liquidation der vom Staat zu zahlenden Pensionen betreffend ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Die Pensionen sind monatlich und im Voraus zahlbar, gegen Quittung des Inhabers des Pensionsbrevets und Vorzeigung der Lebensbescheinigung und zwar auf Zahlungs-Anweisungen hin, welche auf Grund der von der Rechnungskammer liquidirten Collectiv-Etats ausgestellt sind.

Art. 2. Le comptable chargé du paiement peut, sous sa responsabilité, dispenser le pensionnaire de produire le certificat de vie. Cette dispense ne peut être accordée qu'au pensionnaire qui réside dans le ressort du bureau du comptable et qui se présente personnellement, muni de son brevet, pour toucher sa pension.

Toutefois, à l'égard des veuves avec ou sans enfants et des tuteurs d'orphelins, la quittance relative au dernier terme de pension de chaque année doit être appuyée du certificat de vie des titulaires.

Art. 3. La liquidation des pensions sur états collectifs se fera au commencement du mois de janvier pour toute l'année courante, avec indication des sommes qui sont payables successivement, au commencement de chaque mois.

La liquidation des pensions qui sont conférées dans le courant de l'année ne comprend que la pension due à partir du mois où elle commence à courir jusqu'à l'expiration de l'année.

Si une pension est rétablie dans le courant de l'année, elle fera l'objet d'un état collectif supplémentaire qui sera liquidé pour le reste de l'année.

Les parties de la pension liquidée qui ne seront pas dans le cas d'être payées par suite d'un quelconque événement survenant dans le courant de l'année et entraînant réduction, suspension, déchéance ou extinction de la pension, seront l'objet d'un arrêté d'annulation par application des dispositions de l'art. 29 du règlement des finances.

Art. 4. A la réception des états collectifs de pensions, le receveur général émettra une feuille d'embarquement au nom de chaque pensionnaire pour toute l'année.

Ce mandat, muni d'une assignation de payer mensuellement le montant échu, sera adressé au comptable du ressort de la résidence du pensionnaire, qui en sera informé.

Le receveur général notifiera aux receveurs

Art. 2. Der mit der Zahlung beauftragte Rechnungsbeamte kann, unter eigener Verantwortlichkeit, den Pensionsempfänger von der Vorbringung der Lebensbescheinigung entbinden. Dies gilt aber nur für den Pensionirten, der im Amtsbezirk des Rechnungsbeamten wohnt und zur Erhebung seiner Pension persönlich erscheint.

Jeboch hinsichtlich der Wittwen mit oder ohne Kinder, sowie der Vormünder von Waisen, muß der Quittung über die letzte Pensionsrate eines jeden Jahres die Lebensbescheinigung als Belegstück beigelegt werden.

Art. 3. Die Liquidation der Pensionen erfolgt für das ganze Jahr auf Grund von Collectiv-Stats, welche Anfangs Januar aufgestellt und in denen die zu Beginn eines jeden Monats zu zahlenden Summen angeführt sind.

Die Liquidation der im Laufe des Jahres bewilligten Pensionen begreift nur den vom Monate ihres Beginnes ab bis zum Ende des Jahres geschuldeten Betrag.

Wird eine Pension im Laufe des Jahres wiederhergestellt, so erfolgt die Liquidation für den Rest des Jahres vermittels eines Nachtrags-Collectiv-Stats.

Tritt im Laufe des Jahres ein Ereignis ein, welches Verminderung, Sperrung, Verlust oder Erlöschen der Pension nach sich zieht, so werden die nicht zahlbaren Pensionsbeträge durch einen in Vollziehung der Bestimmungen des Art. 29 des Finanzreglements getroffenen Beschluß annullirt.

Art. 4. Bei Empfang der Collectiv-Stats der Pensionen stellt der General-Einnehmer auf den Namen eines jeden Pensionirten einen für die Dauer des ganzen Jahres bestimmten Quittungsbogen aus.

Dieser Quittungsbogen, welcher die Anweisung zur monatlichen Auszahlung des erfallenen Betrages trägt, wird demjenigen Rechnungsbeamten übermittelt, in dessen Kassenbezirk der Pensionirte wohnt. Letzterer wird hiervon benachrichtigt.

Der General-Einnehmer zeigt den Einnehmern

le décompte des pensions dont le montant viendrait à être changé dans le courant de l'année. Il portera ces changements à la connaissance du Directeur général des finances.

A la fin de chaque année, le Directeur général des finances adressera à la Chambre des comptes un relevé détaillé de tous les changements qui sont intervenus dans les pensions depuis la dernière liquidation générale.

Art. 5. Les feuilles d'émargement qui sont entièrement acquittées sont versées à la recette générale.

Les feuilles incomplètes resteront déposées chez le comptable et lui vaudront numéraire en caisse ; à la clôture de l'exercice elles seront également versées à la recette générale.

Art. 6. Chaque comptable qui aura effectué un paiement en fera l'annotation, datée et signée, au brevet de pension, qui est restitué immédiatement.

Art. 7. Si un pensionnaire a perdu son brevet, le paiement de la pension s'effectuera sur la seule production du certificat de vie et la quittance du titulaire de la pension donnée en présence du comptable.

Le pensionnaire qui ne se présente pas en personne, doit donner au porteur du certificat de vie une procuration spéciale pour toucher sa pension.

La quittance fera mention de la perte du brevet.

Art. 8. Le brevet de pension qui n'aura pas été retrouvé dans le délai d'une année sera remplacé par un duplicata, à la demande du pensionnaire et après avis du comptable qui était chargé du paiement de la pension.

Le brevet primitif sera annulé.

Art. 9. Le pensionnaire qui change de résidence aura la faculté de toucher sa pension chez un comptable de son nouveau domicile, en adressant à cet effet une demande au receveur général.

die Berechnung derjenigen Pensionen an, deren Betrag im Laufe des Jahres abgeändert worden ist. Er bringt diese Veränderungen zur Kenntnis des General-Directors der Finanzen.

Am Schlusse eines jeden Jahres übermittelt der General-Director der Finanzen der Rechnungskammer ein ausführliches Verzeichnis aller seit der letzten allgemeinen Liquidation in den Pensionen eingetretenen Aenderungen.

Art. 5. Die gänzlich ausgezahlten Quittungsbogen werden in die General-Kasse abgeführt.

Die nicht vollständig quittirten Bogen bleiben beim Einnehmer hinterlegt und zählen zum Kassenbestand ; am Schlusse des Rechnungsjahres werden dieselben ebenfalls in die General-Kasse abgeführt.

Art. 6. Der Rechnungsbeamte hat die Zahlung durch eine mit dem Datum und seiner Unterschrift versehene Bescheinigung auf dem Brevet, der sogleich zurückgegeben wird, zu vermerken.

Art. 7. Wenn ein Pensionirter sein Brevet verloren hat, so erfolgt die Zahlung seiner Pension auf Grund der Lebensbescheinigung und gegen die im Beisein des Rechnungsbeamten ausgestellte Quittung des Pensionirten.

Wird ein Pensionirter nicht persönlich vorstellig, so hat er dem Inhaber der Lebensbescheinigung eine besondere zur Erhebung der Pension berechtigende Vollmacht zu ertheilen.

In der Quittung wird der Verlust des Brevets vermerkt.

Art. 8. Ist das Brevet innerhalb eines Jahres nicht wiedergefunden worden, so wird es auf Ansuchen des Pensionirten und nach eingezogenem Gutachten des mit der Auszahlung der Pension beauftragten Beamten durch ein Duplikat ersetzt.

Das ursprüngliche Brevet wird für nichtig erklärt.

Art. 9. Der Pensionirte, der seinen Wohnsitz ändert, kann, auf eine an den General-Einnehmer gerichtete Eingabe hin, seine Pension bei einem Rechnungsbeamten seines neuen Wohnsitzes erheben.

De même le pensionnaire qui, pour tout autre motif, voudrait se voir assigner un autre bureau de paiement, devra en temps utile en faire la demande au receveur général.

Le comptable primitivement assigné comprendra la feuille d'épargne, pour le montant qui en aura été payé, dans son prochain versement.

Le receveur général émettra pour le comptable nouvellement assigné une feuille d'épargne comprenant les douzièmes restant à payer.

Art. 10. La loi précitée en date de ce jour sera mise à exécution à partir du 1^{er} juillet 1904.

Art. 11. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté; il est autorisé à prescrire les mesures ultérieures que cette exécution pourra rendre nécessaires.

Château de Berg, le 25 mai 1904.

Pour le Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant,
GUILLAUME,
Grand-Duc Héritaire.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

Arrêté du 27 mai 1904, portant création d'une caisse publique de crédit agricole et professionnel à Mersch.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu la demande du conseil communal de Mersch, du 14 mai courant, tendant à la création d'une caisse publique de crédit agricole et professionnel ;

Vu la loi organique du 27 mars 1900 et l'arrêté ministériel du 20 juin 1902 ;

Attendu que la création d'une caisse de crédit à Mersch peut être considérée comme étant dans l'intérêt des habitants de cette commune ;

Arrête :

Desgleichen hat der Pensionirte, welcher aus irgend einem anderen Grunde bei einer anderen Kassenstelle seine Pension zu beziehen wünscht, dem General-Einnehmer ein diesbezügliches Gesuch zu gehen zu lassen.

Der ursprünglich mit der Zahlung beauftragte Rechnungsbeamte begreift den Quittungsbogen, für den quittirten Betrag, in seine nächste Einzahlung an die General-Kasse.

Für den neu angewiesenen Rechnungsbeamten stellt der General-Einnehmer einen die noch zu zahlenden Pensionszwölfstel begreifenden Quittungsbogen aus.

Art. 10. Das vorbezo gene Gesetz vom heutigen Tage wird vom 1. Juli 1904 ab zur Ausführung kommen.

Art. 11. Unser General-Director der Finanzen ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt; er ist ermächtigt, alle hierzu etwa noch erforderlich erscheinenden Maßnahmen zu treffen.

Schloß Berg, den 25. Mai 1904.

Für den Großherzog:
Dessen Statthalter,
Wilhelm,
Erbgroßherzog.

Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Beschluß vom 27. Mai 1904, betreffend die Errichtung einer öffentlichen, landwirthschaftlichen und gewerblichen Creditkasse zu Mersch.

Der General-Director der Finanzen;

Nach Einsicht des Gesuches des Gemeinderathes von Mersch, vom 14. Mai ct., bezweckend die Errichtung einer öffentlichen Kasse für landwirthschaftlichen und gewerblichen Kredit;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 27. März 1900 und des Ministerialbeschlusses vom 20. Juni 1902;

Zu Erwägung, daß die Errichtung einer Creditkasse zu Mersch als im Interesse der Einwohner dieser Gemeinde betrachtet werden kann;

Beschließt:

Art. 1^{er}. L'établissement d'une caisse publique de crédit agricole et professionnel à Mersch est autorisé.

Le ressort de cette caisse comprendra tout le territoire de la commune de Mersch.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 27 mai 1904.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Heures de service à l'Administration des contributions.

A partir du 1^{er} juin prochain les heures de service sont fixées de 8½ heures du matin à 12½ heures et de 2½ heures à 5½ heures de l'après-midi pour les bureaux de recette de l'administration des contributions, et de 9½ heures du matin à 12½ heures et de 2½ heures à 5½ heures de l'après-midi pour le bureau de vérification des poids et mesures.

Luxembourg, le 27 mai 1904.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Art. 1. Die Errichtung einer öffentlichen Kasse für landwirthschaftlichen und gewerblichen Credit zu Mersch ist genehmigt.

Der Bezirk dieser Kasse umfaßt das ganze Gebiet der Gemeinde Mersch.

Art. 2. Gegenwärtiger Beschluß soll ins *Mémorial* eingetragen werden.

Luzemburg, den 27. Mai 1904.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Bekanntmachung. — Bureau-Stunden der Steuerverwaltung.

Vom 1. Juni künftig ab sind die Dienststunden von 8½ Uhr Morgens bis 12½ Uhr und von 2½ Uhr bis 5½ Uhr Nachmittags für die Steuerämter und von 9½ Uhr Morgens bis 12½ Uhr und von 2½ Uhr bis 5½ Uhr Nachmittags für das Amt festgesetzt.

Luzemburg, den 27. Mai 1904.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Bekanntmachung. — Zollwesen.

Die in dem Regulative für Getreidemöhlen und Mälzereien und in den Allgemeinen Ausführungsbestimmungen zu § 7 Ziffer 1 und 3 des Zolltarifgesetzes (*Mémorial* für 1900, Seite 288) bei der Ausfuhr von Müllereierzeugnissen zugestandenen Erleichterungen werden nunmehr auch für Roggenmehl mit einer Ausbeute von 1 bis 65 vom Hundert und für Weizenmehl mit einer Ausbeute von 1 bis 75 vom Hundert unter den dort vorgeschriebenen Bedingungen mit der Maßgabe gewährt, daß der Nachweis über das Ausbeuteverhältnis bis auf weiteres aus den Geschäftsbüchern zu erbringen ist.

Für die Abrechnung gelten mithin 65 kg Roggenmehl der neuen dritten Ausbeuteklasse von 1 bis 65 gleich 100 kg Roggen, 75 kg Weizenmehl der neuen fünften Ausbeuteklasse von 1 bis 75 gleich 100 kg Weizen, und es sind abzuschreiben bei der Ausfuhr von 100 kg Roggenmehl der dritten Klasse 153,85 kg Roggen und von 100 kg Weizenmehl der fünften Klasse 133,33 kg Weizen.

Die näheren Bestimmungen über den Nachweis des Ausbeuteverhältnisses aus den Geschäftsbüchern treffen die obersten Landesfinanzbehörden.

Luzemburg, den 27. Mai 1904.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Avis. — Service sanitaire.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons pendant la première quinzaine du mois de mai 1904.

Bekanntmachung. — Sanitätswesen.

Verzeichnis der während der ersten Hälfte des Monats Mai 1904 in den verschiedenen Cantonen festgestellten ansteckenden Krankheiten.

N ^o d'ordre.	CANTONS.	LOCALITÉS.	Fièvre typhoïde	Diph-térie.	Coque-luche.	Scarla-tine	Variole.	Affections puerpérales.
1	Luxembourg	Luxembourg-ville.	»	»	2	1	»	»
2		Bonnevoie.	1	»	»	»	»	»
		Gasperich.	»	»	»	1	»	»
3	Esch-s.-l' z.	Reckange.	»	»	»	»	»	1
		Dudelage.	1	»	»	»	»	»
		Kayl.	»	»	1	»	»	»
		Obercorn.	1	»	»	1	»	»
		Niedercorn.	»	»	»	1	»	»
4	Clervaux.	Clervaux.	»	1	»	»	»	»
		Troisvierges.	»	1	»	»	»	1
		Asselborn.	»	1	»	»	»	»
5	Wiltz.	Kautenbach.	1	»	»	»	»	»
6	Echternach.	Echternach.	»	»	»	4	»	»
		Consdorf.	1	»	»	»	»	»
7	Grevenmacher.	Grevenmacher.	1	»	»	»	»	»
		Wormeldange.	»	»	1	»	»	»
		Buchholtz.	»	»	1	»	»	»
		Godbrange.	1	»	»	»	»	»
8	Remich.	Kleinmacher.	»	»	»	»	»	1
		Totaux.	7	3	5	8	»	3

Luxembourg, le 27 mai 1904.

*Avis. — Dépôt de mendicité. *)*

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, le prix de la journée d'entretien d'un détenu au dépôt de mendicité de Luxembourg a été fixé à la somme de fr. 0,81, pour l'année 1903.

Luxembourg, le 20 mai 1904.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

*Bekanntmachung. — Bettlerdepot. *)*

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage ist der Unterhaltspreis eines Häuslings des Bettlerdepots, für das Jahr 1903, auf Fr. 0,81 pro Tag festgesetzt worden.

Luxemburg, den 20. Mai 1904.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.*

*) Reproduit pour rectification.

*) Zur Berichtigung wiederholt.